

À paraître :
**Un nouveau numéro de la revue
« Économie et Statistique »**

Avertissement

Économie et Statistique est une revue scientifique dont la publication est assurée par l'Insee. Les articles qui y paraissent sont publiés sous l'unique responsabilité de leurs auteurs. Ils n'expriment aucune position officielle et n'engagent ni l'Insee, ni les autres institutions auxquelles ces auteurs appartiennent.

Cette nouvelle publication d'*Économie et Statistique* (n°474) rassemble des articles consacrés **aux retraites et la dépendance, au PIB sur longue période et à la mesure de la concentration spatiale**. L'ouvrage est mis à la disposition des journalistes intéressés :

Le 17 février 2015, à partir de 10h00

Bureau de presse de l'Insee

bureau-de-presse@insee.fr - Tél. : 01 41 17 57 57

Sommaire

ÉCONOMIE

Le produit intérieur brut par habitant sur longue période en France et dans les pays avancés : le rôle de la productivité et de l'emploi

Les hiérarchies de PIB par habitant entre pays, qui placent les États-Unis au premier rang pendant la plus grande partie du XXe siècle, sont influencées par la productivité globale des facteurs et l'intensité capitaliste, mais aussi par les écarts de taux d'emploi et de durée moyenne du travail.

Antonin Bergeaud, Gilbert Cette et Rémy Lecat

RETRAITES - DÉPENDANCE

Dans quelle mesure les préférences individuelles contraignent-elles le développement du marché de l'assurance dépendance ?

L'analyse des données issues de l'enquête Pater/Pated montre que les préférences individuelles observées dans la population peuvent freiner la demande d'assurance dépendance, ce qui pourrait limiter la participation du marché de l'assurance au financement de la perte d'autonomie.

Roméo Fontaine, Manuel Plisson et Nina Zerrar

Durée passée en carrière et durée de vie en retraite : quel partage des gains d'espérance de vie ?

Les réformes successives du système de retraite ont augmenté l'âge de départ en retraite en réponse à l'allongement de la durée de vie, sans toutefois garantir la stricte stabilité du rapport entre durée travaillée et durée en retraite entre générations.

Patrick Aubert et Simon Rabaté

Commentaire de Christophe Albert et Jean-Baptiste Oliveau

Prédire l'âge et la durée de la retraite : les enseignements des différents modèles sont-ils convergents ?

MÉTHODES

Mesures de la concentration spatiale en espace continu : théorie et applications

Pour évaluer l'agglomération des activités économiques, le recours à des mesures statistiques définies en espace continu est de plus en plus commun. Cet article méthodologique montre l'importance du choix de la mesure pour répondre correctement aux enjeux économiques positifs et normatifs associés.

Éric Marcon et Florence Puech

Résumés

Le produit intérieur brut par habitant sur longue période en France et dans les pays avancés : le rôle de la productivité et de l'emploi

Antonin Bergeaud, Gilbert Cette et Rémy Lecat

Sur la période 1890-2012, le produit intérieur brut par habitant a connu une très forte progression dans les pays avancés, principalement grâce à l'augmentation de la productivité globale des facteurs (PGF) et de l'intensité capitalistique. Cette progression, correspondant par exemple en France à un PIB neuf fois plus élevé en fin de période, n'a pas été régulière : elle connaît de fortes fluctuations liées à des chocs globaux dont les effets ne sont pas nécessairement identiques d'un pays à l'autre.

Les hiérarchies de PIB par habitant entre pays, qui placent les États-Unis au premier rang pendant la plus grande partie du XXe siècle, sont influencées par la PGF et l'intensité capitalistique mais aussi par les écarts de taux d'emploi et de durée moyenne du travail. Un fort contraste apparaît depuis le milieu des années 1970 concernant la contribution du facteur travail entre les pays anglo-saxons, dont principalement les États-Unis, et les autres, en particulier européens. Du milieu des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990, cette contribution diminue dans les seconds vis-à-vis des États-Unis, ce qui contribue à abaisser le niveau relatif de PIB par habitant. Cette évolution s'inverse en partie dès le milieu des années 1990, en particulier du fait de l'augmentation du taux d'emploi des seniors.

Sur l'ensemble de la période, le PIB par habitant augmente en France dans les mêmes proportions que dans la zone euro reconstituée. Mais la position française se dégrade relativement à la zone euro du milieu des années 1970 au milieu des années 1990 en raison d'une baisse relative du taux d'emploi. Depuis le milieu des années 1990, la stabilité de la situation française par rapport à l'ensemble de la zone euro résulte d'une baisse relative du PIB par habitant de l'Italie qui compense une hausse relative de celui de l'Allemagne. Les écarts avec l'Allemagne résultent largement des dynamiques différentes des taux d'emploi.

Dans quelle mesure les préférences individuelles contraignent-elles le développement du marché de l'assurance dépendance ?

Roméo Fontaine, Manuel Plisson et Nina Zerrar

Dans un contexte de vieillissement de la population, différents scénarii sont envisagés pour réformer l'organisation et le financement de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. La place de la prévoyance individuelle dans le financement de la dépendance est à ce titre largement débattue. À l'heure actuelle, malgré des restes à charge potentiellement conséquents, peu d'individus disposent d'une couverture assurantielle.

Cet article vise à enrichir la littérature existante en évaluant dans quelle mesure les préférences observées dans la population limitent cette couverture. Nous mobilisons pour cela l'enquête Patrimoine et préférences vis-à-vis du temps et du risque (Pater) de 2011. À la demande de la Fondation Médéric Alzheimer, la vague 2011 de l'enquête Pater a intégré un questionnaire complémentaire relatif à la perception du risque de dépendance et aux comportements d'assurance (Pated). L'enquête Pater permet la construction de scores quantifiant quatre dimensions des préférences susceptibles d'influencer la perception du risque et la probabilité de souscrire une assurance parmi les individus percevant le risque : la préférence pour le présent, l'aversion au risque, l'altruisme familial et le goût présumé pour l'aide informelle.

Les résultats des estimations montrent le rôle significatif de chacune de ces dimensions dans la demande d'assurance. Néanmoins, même au sein d'une population présentant les préférences les plus favorables à la souscription d'une assurance, les simulations montrent que le taux d'équipement ne dépasserait pas 20 %. Le recours accru à la prévoyance individuelle par le biais d'une généralisation des couvertures assurantielles privées apparaît donc difficilement envisageable à moins d'une forte évolution de l'offre d'assurance ou d'une régulation publique incitant ou contraignant la souscription d'une assurance.

Durée passée en carrière et durée de vie en retraite : quel partage des gains d'espérance de vie ?

Patrick Aubert et Simon Rabaté

Cet article étudie l'évolution du rapport entre la durée passée en carrière et la durée passée à la retraite pour les générations nées entre 1943 et 1990, à l'aide du modèle de microsimulation Destinie de l'Insee. Ces résultats sont confrontés à l'objectif de partage des gains d'espérance de vie à 60 ans entre la durée d'activité et la durée passée à la retraite, tel qu'il avait été formulé lors de la réforme des retraites de 2003, et qui visait à maintenir constant au fil des générations le rapport entre ces deux durées.

Les réformes de 2003, 2010 et 2014 ont un effet important en projection sur les âges de départ à la retraite des générations 1943-1990. Sans ces réformes, un peu plus des trois quarts des gains d'espérance de vie sur toute la période se seraient traduits en gains de durée de retraite. Avec l'effet cumulé de ces réformes, la hausse de la durée de retraite représente à peu près un tiers de la hausse projetée de l'espérance de vie entre les générations 1943 et 1990. Cette proportion est conforme à la cible formulée en 2003 mais elle tient aux effets combinés de l'allongement de la durée requise et du report des âges légaux – l'allongement seul aurait conduit à une hausse de la durée de retraite plus élevée, représentant plus de la moitié des gains d'espérance de vie.

Si l'allongement de la durée d'activité induit par les réformes de 2003, 2010 et 2014 ne garantit pas une égalisation stricte du rapport entre durée d'activité et durée de retraite, il en assure au moins une relative stabilité entre les générations nées entre 1943 et 1990, au sens où ce rapport de durée reste dans une fourchette de plus ou moins 5 % par rapport à la moyenne pour l'ensemble des générations. À l'intérieur de cette fourchette, certaines générations peuvent cependant paraître favorisées ou défavorisées, les conclusions pouvant, en outre, varier selon le sens assigné à la notion de carrière.

Mesures de la concentration spatiale en espace continu : théorie et applications

Éric Marcon et Florence Puech

L'agglomération des activités économiques est indéniable (Krugman, 1991) et chacun peut aisément citer des exemples de quartiers spécialisés au sein des villes ou des clusters d'activités par exemple. L'explication des phénomènes d'agglomération semble être à présent bien appréhendée théoriquement (Fujita et al., 1999 ; Fujita et Thisse, 2002) mais les recherches empiriques ne semblent pas avoir atteint un tel stade de maturité (Rosenthal et Strange, 2004, Ellison et al., 2010 ; Gibbons et al., 2014). Durant la dernière décennie, de nombreuses recherches en économie spatiale ont porté sur les mesures de concentration géographique. Les économistes retenaient traditionnellement des mesures reposant sur un zonage du territoire (comme l'indice de Gini) mais des travaux récents ont montré que discrétiser l'espace pouvait engendrer des biais (Briant et al., 2010). L'utilisation de mesures fondées sur les distances (séparant les entités analysées) et non sur un zonage est aujourd'hui recommandée (Combes et al., 2006). Notre contribution méthodologique montre qu'une attention particulière doit encore être portée à la définition de la concentration spatiale pour évaluer l'agglomération des activités économiques.

À partir de la localisation des commerces de détail sur l'aire urbaine de Lyon notamment, nous montrons, en utilisant trois mesures de concentration récemment introduites en économie spatiale (Kd, D et M), que les résultats obtenus ne convergent pas systématiquement. Cette différence dans les estimations provient de la définition de la concentration spatiale retenue qui peut être absolue (présence importante d'activités), topographique (densité élevée d'activités) ou relative (surreprésentation de certaines activités). Nous recommandons alors que le choix de la mesure de concentration soit suffisamment motivé d'un point de vue théorique pour apprécier correctement le phénomène analysé et ainsi apporter une évaluation satisfaisante de la distribution étudiée.